

L'imposture de l'extrême droite.

Le phénomène s'est brutalement accéléré depuis la campagne de l'élection présidentielle mais la popularité des idées du Front National grandit au sein de la société française depuis plus de trente ans.

Depuis les années 1990, nous assistons à l'implosion successive et accélérée des grands partis politiques et à l'affaiblissement des syndicats de lutte revendicative.

Le mythe de la compétitivité, les injonctions de l'Union Européenne, la concurrence libre et non faussée, le culte de la réussite individuelle au détriment de la solidarité et des luttes collectives pour des droits nouveaux, la mort de tout projet de transformation de la société privent les citoyens de toutes perspectives de progrès social.

La société capitaliste totalitaire directement inspirée de Margaret Thatcher trouve aujourd'hui son avènement dans la politique de Macron au service des riches, de sa classe sociale contre le progrès social mais pour la progression des dividendes censée profiter par ruissellement aux travailleurs.

En résumé, pour qu'il y ait des emplois il faut des employeurs et pour qu'il y ait des salaires il faut des profits. En somme, les pauvres ne subsistent que parce qu'il y a des riches.

Depuis trente ans, le matraquage médiatique de ce postulat assomme les travailleurs, tétanise les syndicats, effrite notre démocratie et crée le terreau qui nourrit le Front National.

Au stade d'évolution de ce processus, aujourd'hui nous nous retrouvons enfermés dans le piège d'une confrontation ne laissant, face à face, que deux fronts du refus :

- ◆ Refus du « système » incarné par le Front National.
- ◆ Refus du Front National par un montage hétéroclite d'un front républicain qui mène depuis trente ans des politiques antis sociales au nom des intérêts des grands groupes défendus par l'Union Européenne.

Le Front National prétend s'élever contre Macron, symbole de l'argent roi, pour protéger nos emplois et notre pouvoir d'achat.

Aujourd'hui tout profite à l'extrême droite : une économie qui crée du profit et des chômeurs, la peur du déclassement et de la précarité, une protection sociale menacée, des services publics en retrait qui abandonnent les territoires ruraux, un projet européen au service d'une classe sociale privilégiée, une vague migratoire précipitant les Etats arabes dans le chaos, des attentats de masse au nom de l'islam.

Les renoncements idéologiques et les politiques austéritaires font le jeu de l'extrême droite et du repli identitaire. En effet, les lois Macron, Rebsamen, El Khomri sont les traductions concrètes de reculs sociaux qui se veulent inexorables.

En face, aucune force politique ne propose de projet politique cohérent, répondant aux besoins des salariés

dans ou hors de l'emploi et par conséquent ne combat efficacement l'enfumage des classes populaires par le Front National.

L'extrême droite divise et met en opposition le monde du travail et fait ainsi le jeu du patronat parce qu'elle en fait partie. Elle porte un projet de régression sociale et notamment d'austérité avec une casse du Service public et une diminution drastique du nombre de fonctionnaires.

Comme d'autres partis, l'extrême droite menace les libertés durement conquises par les salariés : la liberté d'expression au travail comme dans la société, la liberté de la presse ou encore la liberté de mobilisation et d'organisation.

Le programme du FN mis en œuvre localement ne comporte aucune avancée sociale dans l'intérêt des salariés, contrairement à celle portée par la CGT permettant aux salariés :

- ⇒ d'intervenir dans les entreprises pour s'opposer aux licenciements (droits de véto).
- ⇒ De se réunir pendant le temps de travail pour construire des actions collectives et revendicatives.
- ⇒ D'être payés pour leur qualification et non pour les taux de profits qu'ils génèrent.
- ⇒ De travailler moins pour que tous travaillent.
- ⇒ D'obtenir la condamnation pénale des employeurs

délinquants qui exposent les travailleurs à l'amiante, au plomb, des employeurs qui harcèlent, menacent les salariés et les militants syndicaux, qui ne payent pas les heures supplémentaires, qui soumettent les salariés au travail de nuit, en 4/8 à l'origine des maladies qui les tuent sans profiter de leur retraite.

⇒ D'obtenir leur réintégration obligatoire après tout licenciement irrégulier.

⇒ De s'exprimer librement dans l'entreprise pour s'opposer à l'arbitraire patronal.

Jamais le Front National ne revendique de droits nouveaux pour ceux qui travaillent.

Jamais le Front National ne revendique l'augmentation des salaires à la hauteur des

besoins à partir d'un SMIC à 2000 euros brut par mois.

Jamais le Front National ne revendique l'augmentation massive des cotisations sociales payées par les employeurs pour une prise en charge à 100% par la sécurité sociale financée par le salaire.

Jamais le Front National ne revendique un salaire égal pour un travail égal.

Mais, toujours le front national désigne son ennemi : l'organisation collective des salariés pour obtenir la satisfaction de nos revendications.

Décidément, les salariés dans et hors de l'emploi ne peuvent compter que sur eux et sur leur mobilisation pour obtenir des avancées sociales pour tous.

